

Tous Unis Pour La Réunion - Coordination Des Gilets Jaunes



Résultat de la consultation citoyenne

Document à destination de la Ministre des Outre Mer
Mme Annick Girardin

SOMMAIRE

1. Contexte.....	3
2. Présentation de la consultation citoyenne.....	4
3. Présentation des résultats par priorités.....	5
4. Mesures annoncées par Mme Girardin.....	9
5. Suivi et planning des mesures.....	11
6. Annexes.....	12

1. Le contexte :

Le mouvement citoyen « Gilets Jaunes » a débuté à la Réunion le 17 novembre 2018 suite à l'appel de nos compatriotes de la métropole. Suite à cette journée, les Réunionnais ont décidé de parler à l'unisson « Tous ensemble pour faire avancer l'île de la Réunion ».

En effet, les chiffres de la Réunion sont accablants :

- 4^{ème} département le plus corrompu
- 2^{ème} département dans l'utilisation du glyphosate
- 1^{ème} département en terme de chômage
- 1^{ème} département sur le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté

Face à l'incapacité de nos élus à répondre aux enjeux de développement de la Réunion, Le peuple réunionnais a décidé de se faire entendre. Nous vivons un moment historique. Le moment où la Réunion décide d'emprunter le chemin d'un développement durable et ce sur tous les domaines : sociaux, solidarité, écologie, chômage vie politique...

La manifestation des Gilets Jaunes s'est traduite à La Réunion par une mobilisation populaire historique. Plus de 40 barrages ont vu le jour spontanément et ont tenu à minima 14 jours.

La visite ministérielle a mis en avant le mutisme généralisé de toute la frange politique du département.

Nous nous sommes organisés et en 14 jours le groupe s'est créé avec comme ligne directive l'amélioration de notre quotidien.

Les différents barrages ont recensé les doléances de la population. Plus de 36 000 votants se sont exprimé, ce qui a permis l'émergence de 24 revendications fortes.

Nous avons procédé à une consultation citoyenne au cours de laquelle plus de 160 000 expressions ont été enregistrées et ont confirmé le besoin important de travailler sur les thématiques suivantes

- ✓ La cherté de la vie
- ✓ L'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables
- ✓ Le soutien des entreprises pour la création d'emploi
- ✓ La mise en place d'un réel projet de développement durable
- ✓ La diminution de la pression fiscale

Après une visite de 3 jours dans notre département vous avez pu constater que les Réunionnais sont à bout de souffle et qu'il est temps de décroiser le système actuel.

Vous avez insisté sur le fait que vous comprenez nos difficultés mais qu'il est essentiel que de libérer l'économie de l'île.

Nous réaffirmons notre volonté de lever les barrages dans les meilleures conditions. En revanche nous restons conscients que nous n'avons pas été entendus par nos élus.

Il est temps que notre société soit respectée dans ses besoins ainsi que dans ses valeurs. Nous avons tous droit à une alimentation saine, une habitation décente et une éducation adaptée à nos spécificités.

2. Présentation de la consultation citoyenne :

Qui connaît mieux son territoire que les habitants qui l'occupent ?

Nous, Tous Unis Pour La Réunion, avons décidé de donner la parole au peuple grâce à la mise en place d'une consultation populaire. Celle-ci a débuté le 28 novembre 2018 pour se terminer le 30 novembre 18. En effet, au vu de l'urgence de la situation, les Réunionnais n'ont pu s'exprimer que sur 2 jours.

Cette consultation citoyenne c'est faite sur plusieurs canaux :

- Site Internet : www.les-gilets-jaunes.re
- Facebook : Tous Unis Pour La Réunion
- Sur les Barrages : les Gilets jaunes sont allés directement au contact de la population

En seulement 2 jours et grâce à la mobilisation de tous, cette opération est un véritable succès :

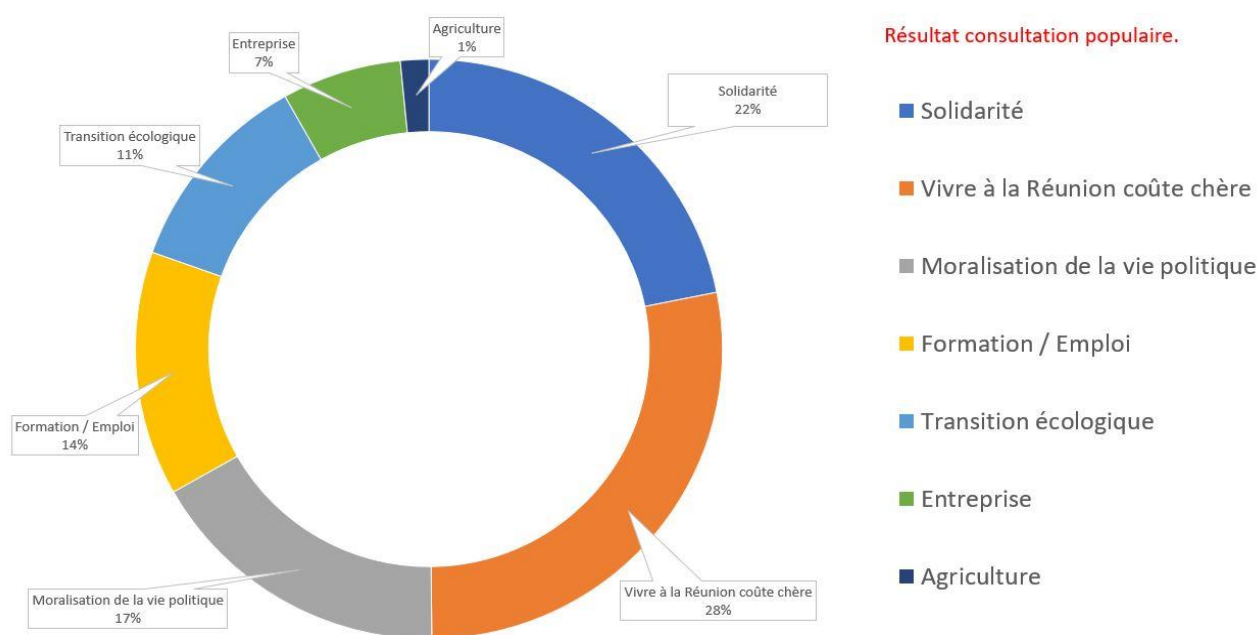
- 38 670 participants
- 193 351 votes

1.2 Projection des résultats de la consultation citoyenne :

	2J	7J	30J
Nb de participants	38 670	135 345	580 050
Nb de votes	193 351	676 729	2 900 265

Ces chiffres parlent d'eux même. En seulement une semaine nous aurions pu obtenir les votes de 16 % de la population soit 68 % en 1 mois.

3. Résultats de la consultation citoyenne par ordre de priorité :



3.1 : Vivre à la Réunion coûte trop cher : 54 115 votes

28 % des participants ont dénoncé le fait que vivre à la Réunion coûte trop cher et cela prend plusieurs formes :

- Consommer à la Réunion :

Nous démontrons ici clairement que les mesures déjà adoptées en ce sens n'ont pas eu les résultats escomptés. Le bouclier qualité prix et l'observatoire des prix à la Réunion se sont montrés inefficaces.

Propositions concrètes retenues par la population :

- Diminuer l'octroi de mer
- Lutter contre les monopoles
- Aligner les prix de tous les produits sur les produits de l'hexagone
- Supprimer les taxes sur les produits locaux

- Augmentation des taxes et la fiscalité :

Les personnes interrogées demandent un allègement significatif des différentes taxes régionales et locales. En effet, le nombre de taxes pose évidemment problème mais également leur augmentation constante.

Propositions concrètes retenues par la population :

- Suppression la dernière hausse de la CSG pour les retraites
- Rétablissement de l'abattement DOM
- Diminution et gel de la taxe sur les carburants
- Diminution de la taxe foncière
- Rétablissement de l'ISF

3.2 La solidarité : 42 262 votes

Pour 22 % des votants l'État doit lancer des mesures urgentes dans le domaine de la solidarité.

- Hausse des minimas sociaux et des petites retraites :

Le niveau actuel des minimas sociaux et des petites retraites ne permet pas aux personnes concernées de vivre décemment.

Propositions concrètes retenues par la population :

- *Augmentation des minimas sociaux*
- *Augmentation des petites retraites*
- *Rétablissement de l'AL accession*

- Plus de moyens pour les personnes handicapés :

Nous souffrons sur l'île d'un manque moyen inacceptable pour les personnes porteurs de handicaps. Nous demandons une étude immédiate des besoins du territoire dans tous les domaines (service à la personne, infrastructure, éducation...) et une enveloppe exceptionnelle afin de combler le retard avec la métropole.

Propositions concrètes retenues par la population :

- *Augmentation de l'Aide aux personnes handicapés*
- *Suppression des conditions d'âge maximum pour en bénéficier*
- *Mettre à niveau pour les équipements et services aux handicapés*

3.3 Moralisation de la vie politique : 32 792 votes

La population n'a plus confiance en ses élus. Nous pouvons sans ambiguïté parler d'un constat national et non pas régional La moralisation de la vie politique revient à chaque élection présidentielle et il faut croire que cela est au cœur des préoccupations du peuple mais pas des élus.

Les nombreuses propositions remontées de la population démontrent que les réunionnais sont déçus de leurs élus locaux mais également des élus de la métropole.

Propositions concrètes retenues par la population :

- *Baisse de la rémunération et des avantages des élus locaux, députés, sénateurs, hauts fonctionnaires*
- *Baisse du train de vie de l'état*
- *Transparence financière totale des collectivités*
- *Casier judiciaire vierge des élus*
- *Supprimer les avantages et rémunérations des anciens présidents*
- *Instaurer un referendum populaire local*
- *Reconnaître de votre blanc et l'abstention lors de chaque élection*

3.4 Transition écologique : 22 098 votes

La Réunion est une terre d'exception. Nous ne manquons pas d'atouts naturels :

- Soleil toute l'année
- Océan Indien
- Rivières
- Vents
- Volcan en activité

Nous proposons de faire de la réunion une vraie terre d'innovation dans le domaine écologique. L'état doit investir massivement dans les entreprises innovantes travaillant sur le domaine de la transition écologique. L'état doit également accompagner cette transition au niveau des ménages réunionnais afin de converger vers une auto consommation énergétique propre

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Participation de l'état de 50 % sur tous les équipements d'énergie renouvelable (électricité et eau)***
- ***Obligation des collectivités de mettre du photovoltaïque sur tous les bâtiments leur appartenant***
- ***Obligation pour toutes les nouvelles constructions d'être autonome au niveau énergétique***
- ***Développement d'un réseau de transport propre adapté aux spécificités du territoire (Tram, bus, vélo...)***
- ***Développement de filière de recyclage et traitement des déchets adaptés au territoire***

Nous rappelons qu'un projet de TRAM TRAIN avait déjà été amorcé. Des millions d'euros dépensés en étude et que ce projet a été abandonné par la région actuelle.

3.5 Formation et emploi : 26 332 votes

14 % des votants se prononce sur les problématique du cycle formation-emploi sur l'île :

-Se former à la Réunion :

Améliorer les services d'éducation devient un constat important. Les conditions d'apprentissage à la Réunion ne permettent pas la bonne transmissions.

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Diminution du nombres d'élèves par classes***
- ***Revoir le programme scolaire***
- ***Permettre aux étudiants de réaliser tout son cursus de formation à la Réunion.***

Il est navrant de constater que les formations proposées à la Réunion ne sont plus adaptées à l'économie locale. Il devient difficile à s'adapter aux nouveaux profils. Pour le Réunionnais est contraint de quitter son territoire pour se former.

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Augmentation des aides étudiantes (prolongation de la bourse sur 12 mois...)***
- ***Ajouter de nouvelles formations non disponibles localement***
- ***Mise en place d'une formation professionnelle adaptée aux besoins locaux***

-L'emploi local :

Le marché du travail local est contraint de voir l'attribution des marchés aux entreprises extérieures.

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Préférence régionale à l'attribution des marchés et des recrutements.***

3.6 Entreprise : 12 740 votes

Les petites entreprises (PME/TPE) subissent de grandes difficultés, leurs développements sont freinés par l'accumulation de charges à leurs encontre.

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Annulations des dettes sociales et fiscales pour les TPE/PME.***
- ***Faire du territoire de la Réunion une zone franche globale***

Nous demandons à l'Etat de mettre des moyens suffisants dans le domaine de la lutte contre la fraude fiscale. Cette fraude représente plus 2 000 milliards d'€. Ces sommes permettraient de soulager la population de la France entière. Pourquoi la France ne récupère pas ces sommes alors que bien souvent ces entreprises sont connues.

3.7 Agriculture : 3 012 votes

Notre consommation est actuellement tournée vers des produits d'importation. 80% du territoire agricole est concentré sur une « mono-filière » qui est la canne à sucre, produit destiné essentiellement à l'exportation.

Il est important pour la population de pouvoir consommer local et elle réclame de pouvoir manger autrement (BIO).

Propositions concrètes retenues par la population :

- ***Développement de nouvelle culture sur le territoire***
- ***Favoriser les productions BIO***
- ***Développement de la permaculture***

4. Mesures annoncées par la ministre

4.1 Aide aux associations :

- Une plateforme de soutien aux associations du territoire sera lancée par le préfet (une enveloppe d'1,5 millions accordée en 2019).

Pour aller plus loin :

Mettre en place des modalités d'attribution de ce soutien par le biais d'une commission transparente. Les comptes devront être rendus publics pour plus de transparence .

4.2 Economie :

- Appel à projet en 2019 de 2 millions d'euros pour favoriser l'émergence de projets

- « Vœux » de doubler le nombre de micro-crédit en un an (voir livre bleu des Outre-mer)

Pour aller plus loin :

Assouplir les critères d'éligibilité afin d'en faire bénéficier au plus grand nombre

- Bouclier qualité prix. « Nous devons être au rendez-vous d'une baisse minimum de 10% ». Création d'un panier « péi, » le contenu sera défini le 03 décembre par le préfet.

Pour aller plus loin :

Ces produits devront être de qualité et non systématiquement des « premiers prix » et permettre aux Réunionnais de vivre un mois entier décemment.

- Nouvelle zone franche d'activité que l'on va mettre en place à compter du 1er janvier 2019. L'imposition sur les sociétés sera deux fois plus faible que ce que l'on connaît aujourd'hui à l'île Maurice.

Pour aller plus loin :

Faire de la Réunion entière une zone franche d'activité et l'appliquer uniquement aux très petites, petites et moyennes entreprises ainsi que les entreprises individuelles à l'exception sans critère particulier.

- La défiscalisation industrielle est prolongée jusqu'en 2025. Déjà annoncée dans le budget 2019.

5. Vie citoyenne :

- Faire intégrer 50 citoyens dans *l'observatoire des prix*.

Pour aller plus loin :

Ces 50 citoyens issus de la société civile sélectionnés dans chaque commune seront renouvelés tous les trimestres.

6. Emploi :

- Amendement du Projet de loi pour le financement de la sécurité sociale (PLFSS) permettant un supplément de 130 millions d'euros pour les exonérations de charges pour l'Outre-mer. Dans le détail, La Réunion devrait en bénéficier à hauteur de 41 millions d'euros (voter juste avant son arrivée)

- Maintien de 11 000 contrats aidés, ou "parcours emplois compétences" (PEC) pour 2019. Ministre du travail.

Pour aller plus loin :

Les Réunionnais ne veulent plus des emplois aidés. Ils demandent de vrais contrats d'insertion durables

- Obtention de 500 contrats aidés pour les entreprises + 500 pour les associations qui devront être attribués avant la fin de l'année 2018. Recrutement « transparent » par Pôle Emploi.
- Réforme portée sur 2,6 milliards d'euros. Zéro charge autour du SMIC.

7. Logement :

- Le rétablissement *temporaire* pour l'Outre-mer du dispositif Allocation Accession qui devrait permettre à 350 familles à La Réunion d'en bénéficier et ce, pour un an. (Prévu dans le Livre Bleu).

- Volonté de construire plus de logements étudiants.

Pour aller plus loin :

Ces logements devront être accessibles à tous et surtout bénéficier d'un loyer attractif.

8. Agricole :

- Recruter et former 200 jeunes par années et 50 immédiatement. (Retour 2^{ème} jour de discussions)

5. Suivi et planning des mesures :

Madame la ministre vous avez fait plusieurs annonces mais concrètement demain en allant faire nos courses notre pouvoir d'achat ne diminuera pas, pire il augmentera .

La population réunionnaise attend plus . Nous vous demandons d'acter de manière immédiate :

5.1 Mise en place d'un comité de surveillance citoyen

Membres temporaires : les membres du collectif « tous unis pour la Réunion-coordination des Gilets Jaunes »

5.2 Désignation d'un un haut-commissaire

Ce haut commissaire réunionnais devra être basé dans l'île. Ses missions:

- Gérer la mise en place de l'intégralité de ces mesures
 - Rétablir le contact avec la population,
 - Emmener de la transparence au niveau de toutes les instances décisionnaires (conseil régional, départemental et communal à minima)

5.3 Co-construire un nouveau modèle d'organisation

La première réunion aura lieu au plus tard la semaine du 17 décembre 2018 afin de définir

- son statut
- sa constitution opérationnelle
- son calendrier d'action jusqu'au 31 mars 2019.

5.4 La diminution du prix de vente des carburants et son gel tout au long d'un processus de renégociation avec le conseil citoyen

5.5 Une baisse des prix de tous les produits de consommation, dans l'attente d'un processus de discussion de renégociation avec le conseil citoyen

6. Annexes :

6.1 Situation du gaz et carburants à la Réunion :

Mme la Ministre des Outre-Mer, nous « Tous Unis pour La Réunion- Coordination des Gilets Jaunes » tenons également à dénoncer l'embargo organisé par les services de la préfecture. Ce terme « embargo », Mme la ministre ne vient pas de nous mais bien d'un élu de la république, Mr Jean-Hugues Ratenon. Le député de la 5^{ème} circonscription a dénoncé publiquement les manœuvres des services de l'Etat. Manœuvre qui toujours selon ses dires n'avaient pour but que de diviser la population réunionnaise.

En effet, concernant l'approvisionnement des stations-services, la SRPP ne ferait, en vérité, qu'appliquer les directives des services de la préfecture. Comment objectivement pourrait-il en être autrement puisque la Société pétrolière n'est plus bloquée depuis plus d'une semaine maintenant.

Par ailleurs Mme la ministre quel est le degré de connivence entre cette même préfecture et les industriels de la grande distribution ? Cette question mérite d'être soulevée par votre ministère.

Depuis le début de la crise, de nombreuses stations ont pour ordre de ne distribuer leurs carburants qu'aux camions de la grande distribution. L'argument a été clairement avancé à des milliers d'usagers de la route qui ont été refoulés. Inutile de vous faire la même démonstration s'agissant du gaz puisque là encore la distribution dépend de la SRPP.

Les victimes de cet embargo organisé Mme la Ministre sont nombreuses tout comme les dommages collatéraux. Les commerces de proximité, les petites et moyennes entreprises peuvent en témoigner. Qu'est-il plus impactant pour l'économie réunionnaise Mme la ministre ? Un fonctionnement au ralenti du fait des barrages filtrants ou pas de fonctionnement du tout à cause de cet embargo ?

6.2 Situation des entreprises réunionnaises :

L'Etat se soit aujourd'hui de prendre ses responsabilités. Les petites et moyennes entreprises, les travailleurs indépendants, ces hommes et femmes qui participent à la sueur de leur front et sans bénéficié des privilèges de certains réseaux devront bénéficier impérativement d'une enveloppe exceptionnelle de l'Etat pour relancer leur activité.

6.3 Responsabilité de l'état face au cris de colère :

Mme la Ministre des Outre-Mer depuis le 17 Novembre c'est un cri de colère contre l'injustice et les inégalités qui est poussé par la population. Ce cri Mme, s'est exprimé de bien des façons. Sans les barrages filtrants, sans ce ralentissement de notre économie, auriez-vous pris la peine de vous déplacer pour mesurer l'ampleur du fossé creusé entre la population et certains élus ? Vous avez, lors de votre déplacement affirmé : « on ne construit rien sur des cendres ». Nous tenons à vous rappeler que la Réunion est un volcan et qu'aujourd'hui il gronde au travers de la colère populaire.

Oui Mme la ministre, il y a eu des débordements, le soir, par une frange infime de nos compatriotes. Mais madame, que dire des débordements de nos forces de l'ordre qui ont à maintes reprises comme par exemple à la veille de votre arrivée, chargé, bousculé, malmené des manifestants. Ces citoyens avaient alors les mains levées et chantaient la marseillaise.

La gestion de cette crise par l'Etat crée encore un peu plus de l'injustice sociale. Certains ont été emprisonnés condamnés et d'autres, ceux qui répondent aux ordres de la République, sont exempts de toute poursuite.

Nous ne concevons le deux poids deux mesures dans un Etat de droits Mme la ministre et nous réclamons la libération et l'abandon de toutes poursuites à l'encontre de nos concitoyens. Ces hommes et femmes sont en réalité les victimes. Les victimes d'un système qui les a exclus. Madame la ministre vous avez entièrement raison lorsque vous déclarez « La dignité implique que chacun trouve sa place » alors ne vous trompez pas de cible.

6.4 Une confiance rompue :

Mme la ministre, vous l'avez compris lors de votre venue, cette révolte populaire est le résultat de 30 années d'une politique inefficace et obscure.

Depuis des décennies les inégalités se creusent sans aucune prise de conscience ni réaction politique. Vous avez déclaré vouloir une "opération vérité sur les prix des produits de consommation courante" dans l'île, "jusqu'à 40% plus élevés qu'en métropole". Pour une égalité réelle entre français de l'hexagone et ceux d'Outre-Mer concevez que vos solutions doivent aller plus loin. C'est vers un alignement général des prix qu'il faut tendre Mme la Ministre.

Ce constat a été fait depuis plusieurs dizaines d'années par tous nos hommes politiques mais qu'ont-ils proposé comme solutions ?

Là encore cet attentisme pose question et il leur faut aujourd'hui rendre des comptes. Nous tenons ici à rappeler l'évidence : les élus doivent être au service de la population. Comment concevoir que leurs privilèges soient toujours plus nombreux alors que le peuple, lui, subi quotidiennement de grandes injustices sociales et fiscales. Le ras le bol est général et l'attente est grande quant à une réelle moralisation de la vie politique.

Mais nous en sommes loin Mme la ministre, très loin. Nous avons subi lors de ce mouvement de nombreuses pressions de la part de la classe politique. Les méthodes utilisées sont déplorables. Des gros bras ont été envoyés pour tenter de défaire un mouvement qui avait pour seule volonté de construire une Réunion plus juste. Des personnes se sont infiltrées pour déstabiliser notre plateforme. Des coups de feu ont été tirés devant le domicile de personnes ici présentes. Nous espérons Mme la Ministre que la menace qui pèse sur chacun des membres de « Tous Unis pour la Réunion-Coordination des Gilets Jaunes » sera levée.